

## **Chapitre 1. Évolution socio-historique de la nation cubaine (XVI<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup>). Approches et problématiques**

Deux principes ont orienté notre réflexion. Tout d'abord, pour bien comprendre l'histoire de l'Église qui est à Cuba, il est nécessaire de connaître l'histoire du peuple cubain, ses frustrations, ses guerres, ses révolutions, le chemin parcouru pendant plus de quatre siècles. Une société est un tout et, la plupart du temps, les faits qui se produisent en elle ne sont pas isolés, soit parce que certains trouvent leurs causes en d'autres faits, ou que les événements s'influencent mutuellement. L'adoption de ces deux axiomes peuvent nous aider à mieux comprendre le grand rôle qu'a joué dans la réception des enseignements de Vatican II, la nouvelle situation créée à Cuba par la Révolution castriste.

On a beaucoup écrit sur la situation cubaine des années précédant le processus historique connu sous le nom de Révolution cubaine. Nous utiliserons, pour initier ce chapitre, les critères de deux des plus importants écrivains de l'historiographie cubaine actuelle<sup>23</sup>. Il s'agit des auteurs Francisca López Civeira et d'Arnaldo Silva León qui décrivent la période en termes d'un « moment charnière », d'une « époque de transition à un état supérieur ».

Six décennies d'une histoire caractérisée par la dépendance, le développement d'une culture de résistance comme partie prenante de la consolidation permanente de la nation cubaine, et le fonctionnement d'une république bourgeoise à l'intérieur de laquelle le changement fut projeté, tout cela était dépassé. La République de Cuba entrait dans une nouvelle période historique.

D'autre part, Arnaldo Silva León écrit :

Il est important de distinguer, dès le premier moment, que le renversement de la dictature et le triomphe de la révolution n'étaient pas des événements identiques. Ce dernier entraînait un ensemble de transformations économiques, politiques et sociales, impossibles de réaliser si le pouvoir politique n'était pas entre les mains du peuple. L'atteinte de ce but était un objectif stratégique fondamental.

---

<sup>23</sup> Voir Francisca López Civeira, *Cuba, seis décadas de historia, entre 1899 y 1959*, La Habana, Editorial Félix Varela, 2009, p. 212 et Arnaldo Silva León, Francisca López Civeira et Oscar Loyola Vega, *Cuba y su historia*, La Habana, Editorial Félix Varela, 2004, p. 222. Le critère de sélection suivi pour prendre ces deux ouvrages, c'est que les deux représentent des textes obligatoires recommandés par le ministère de l'Éducation supérieur cubain pour l'étude de l'histoire de Cuba dans les programmes en Sciences techniques et en Sciences sociales, sauf pour le programme d'Histoire.

Même si les deux auteurs des fragments ci-dessus sont bien connus de la communauté d'historiens cubains pour leur rattachement au Parti-État, nous avons choisi d'utiliser leur approche d'où ressortent trois éléments rattachés à notre sujet.

1. L'année 1959 apparaît comme une frontière divisant l'histoire cubaine en marquant un avant et un après.
2. Le triomphe révolutionnaire signifie plus que le simple renversement d'une dictature<sup>24</sup>. Il entraîne le présumé glissement du pouvoir politique des mains de la bourgeoisie à celles du peuple, du moins en théorie.
3. Le nouvel État, constitué par le gouvernement des rebelles et leurs partisans d'inspiration marxiste, devait introduire d'importantes transformations économiques, sociales et politiques. Le marxisme, déguisé en idéologie des classes laborieuses, deviendra du jour au lendemain l'idéologie dominante, excluant toute autre façon d'interpréter et de concevoir la vie, le monde, l'homme et la société.

L'explication de ces trois éléments permettra de projeter certaine lumière sur la situation vécue à Cuba au cours des dernières années de la dictature et celles de l'établissement du nouveau gouvernement révolutionnaire. On recourra également à d'autres sources non partisans qui permettront de nuancer le discours officiel trop souvent porté à exalter la période postérieure à 1959 et à diaboliser la précédente.

### **1.1 Cuba, de la conquête au XVIII<sup>e</sup> siècle**

L'archipel de Cuba est l'un des premiers territoires découverts par les Espagnols<sup>25</sup> à la fin du XV<sup>e</sup> siècle. Sa colonisation effective entamera le siècle suivant, lorsque le soldat Diego Vélasquez de Cuéllar est nommé par la couronne espagnole Gouverneur de l'île de Cuba et reçoit l'ordre de quitter la Hispaniola et s'installer à Cuba. C'est ainsi que les premières villes peuplées par des Espagnols assoiffés de richesses et de pouvoir apparaissent. Cuba jouera un rôle très important dans le système impérial espagnol. L'île, dont la découverte fait partie de la première étape de la colonisation espagnole d'Amérique, deviendra très vite l'axe de la colonisation continentale et du trafic des richesses d'Amérique vers l'Espagne<sup>26</sup>. C'est à Cuba que les soldats

---

<sup>24</sup> Le 10 mars 1952, trois mois avant les élections présidentielles, l'ancien chef de l'armée cubaine, le général retraité Fulgencio Batista, s'empare à nouveau du pouvoir par la voie du coup d'État. Comme suite à ces événements s'établit à Cuba une dictature unipersonnelle très fermée.

<sup>25</sup> Selon l'historien cubain Sergio Guerra Vilaboy, dans le processus de colonisation et de conquête de l'Amérique hispanique on distingue trois étapes : (1) la conquête des territoires insulaires (1492 – 1519) ; (2) la conquête de Mésio-Amérique et la région andine (1519 – 1535); et (3) la conquête des régions marginales (1536 - 1580). Voir Sergio Guerra Vilaboy, *Breve historia de América Latina*, La Habana, Ruth Editorial, 2006, p. 38.

<sup>26</sup> Au cours du XVI<sup>e</sup> siècle, lorsque le trafic des richesses entre l'Amérique hispanique et l'Espagne s'intensifie, beaucoup de navires espagnols furent pillés par des pirates, notamment portugais et anglais. En 1561 le roi Philippe II, afin de rendre plus sécuritaire le trafic des richesses, créa le système des flottes. Selon ce système, les

envoyés par la couronne espagnole pour conquérir les territoires continentaux se rejoignent et partent coloniser le reste du continent. De Cuba part, en 1519, Hernan Cortes, le conquérant du Mexique, de même, Francisco de Pizarro et Diego de Almagro, les conquérants du Pérou et du Chili respectivement, partent de Cuba au cours des premières décennies du XVI<sup>e</sup> siècle. L'épuisement des ressources - matérielles et humaines – ajouté à l'intérêt croissant pour les richesses trouvées en Amérique continentale<sup>27</sup> contribuent au dépeuplement de l'île et à la réorganisation de la peu nombreuse population qui y reste. De ce fait, deux centres populationnels seront réorganisés, La Havane<sup>28</sup>, à l'ouest, et Santiago de Cuba, à l'est, en même temps, ces deux villes deviendront des centres administratifs. Entre La Havane et Santiago de Cuba, on trouve plusieurs petites villes qui jouissent d'une certaine autonomie, elles seront nommées *Las Villas* (Les villes).

Entre les siècles XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> La Havane prospère, tandis que les autres villes s'appauvrissent, il est évident que l'Espagne manque d'infrastructure économique et fait défaut également la capacité politique nécessaires pour développer toutes les régions de l'île. Si Cuba veut survivre, se développer et interagir avec la modernité, elle devra chercher un modèle propre de développement et ne pas attendre que la métropole la développe. Au cours de la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle les habitants de Cuba tentent de surmonter la crise en recourant à des modèles économiques agricoles; au centre-est de l'île apparaissent certains noyaux d'élevage, tandis que les résidents de la région la plus orientale du pays s'adonnent à l'agriculture, surtout du café et du cacao. À La Havane, le commerce fleurit, la ville continue à jouer un rôle essentiel comme lien entre l'Amérique hispanique et la métropole. Le grand saut économique surviendra à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, alors que l'île adopte le modèle de la plantation esclavagiste. Ce modèle économique est fondé sur l'élargissement de la production agricole, sucrière dans ce cas-ci, à travers l'augmentation de la main-d'œuvre. Dans le cas de Cuba, il d'agit d'une colonie

---

navires espagnols provenant des régions américaines sous le contrôle espagnol, devaient se réunir à La Havane deux fois par année (soit avril-mai et août) pour créer une grosse flotte d'entre 15 et 45 navires. De retour à l'Espagne, la flotte serait accompagnée par un galion et par d'autres bateaux de guerre. Le système des flottes accentua l'importance de La Havane comme ville-clé de l'empire espagnol.

Le système des flottes, initié par cédula royale de Philippe II en 1561 et établi pour protéger les navires espagnols  
<sup>27</sup> Voir Eduardo Torres-Cuevas y Oscar Loyola Vega, *Historia de Cuba, 1492 – 1898, formación y liberación de la nación*, La Habana, Pueblo y educación, 2001, p. 65 – 72.

<sup>28</sup> En 1592 la Havane reçoit le titre de Ville, accordé par le Roi Philippe II d'Espagne, puis en 1607 le Roi Philippe III divise l'île en deux gouvernements, La Havane, qui sera nommée capitale de Cuba, et Santiago de Cuba, ces deux villes deviendront les deux centres administratifs de la colonie.

administrée par une métropole de faible développement économique, et lorsque nous parlons de main-d'œuvre nous renvoyons à l'esclavage, et non au travailleur salarié.

L'adoption du système de plantation esclavagiste, le fait le plus marquant du XVIII<sup>e</sup>, siècle contribue à définir certains aspects que la société cubaine retient jusqu'ici :

- L'île se développera par la voie de l'agriculture et non par la voie de l'industrialisation. Ainsi, Cuba reste condamnée à la périphérie du système capitaliste – alors dans ses premières phases – comme une région fournisseuse de matières premières.
- La plantation esclavagiste introduit dans la société cubaine, alors en processus de formation, un nouvel élément, le Noir africain. L'Africain arrive sur le continent américain et à Cuba avec sa culture, sa religiosité, sa cosmovision, ses coutumes, etc. Tous ces éléments ne restent pas en marge de la société, ils s'y intègrent pour façonner le Cubain. Ainsi, le Cubain devient une expression complexe du métissage où non seulement les différentes couleurs de peau sont mêlées, mais les idéologies, les cosmovisions, les religions. Cette particularité sera l'un des grands défis de l'Église catholique cubaine.
- Malgré le haut niveau d'intégration et de cohésion atteint par la société cubaine, sont perceptibles dans son intérieur des phénomènes tels que le régionalisme, les déséquilibres dans le développement socioéconomique des régions et la division en classes de la société. La Havane, encore aujourd'hui, demeure la région la plus développée économiquement parlant ; la région centrale, dont les habitants ont développé au cours des années un régionalisme parfois malsain, demeure la plus autonome, et à l'est de l'île se trouvent les agglomérations les plus pauvres. Parallèlement, la société est divisée en classes – riches et pauvres – et selon la couleur de la peau – les noirs, les mulâtres et les blancs – . Nous nous trouvons donc devant une structure sociale complexe, génératrice de problèmes sociaux tels que la marginalisation, l'exclusion, la discrimination, entre autres.

### **1.1.1 Conquête et évangélisation de Cuba : les objectifs d'un même projet ?**

Un aspect lié à la conquête et la colonisation de Cuba que nous ne pouvons pas omettre est les conditions de légalité dont la colonisation de l'île eut lieu. Au cours du XV<sup>e</sup> siècle, Espagne et Portugal rivalisaient pour la domination des îles atlantiques et de la côte occidentale africaine<sup>29</sup> – la colonisation des îles Canaries, des îles du Cap Vert et de l'Île de Madère fait partie de cette rivalité –. En 1493, un an après la grande découverte des Amériques, les deux puissances maritimes recoururent au pape, reconnaissant sa capacité d'arbitrage, pour mettre fin au conflit. Le résultat de l'intervention du pape fut la rédaction d'une bulle papale et la signature de deux

---

<sup>29</sup> Voir Paz Romero Postilla, « La expansión del siglo XV: rivalidad luso-castellana », *Anuario de estudios medievales*, 33/2 (2003), p. 667 – 693.

traités. Le premier document, la bulle *inter caetera*<sup>30</sup> (3 et 4 mai 1493), accorde la propriété de tous les territoires à découvrir aux couronnes du Portugal et d'Espagne. Afin d'éviter le conflit, le pape établit une ligne imaginaire 100 lieues à l'ouest des îles Açores. Les territoires trouvés au-delà des 100 lieues appartiennent à l'Espagne, tandis que ceux trouvés à l'intérieur des 100 lieues appartiennent au Portugal. Les traités d'*Alcaçovas* et de *Tordesillas* introduisent un réajustement à la bulle *inter caetera*, la distance de la ligne de démarcation s'étend de 100 à 370 lieues. Ici, le point important est que dans les trois documents le pape confie aux deux royaumes la mission de l'évangélisation des territoires à découvrir<sup>31</sup>. De là il ressort que l'évangélisation de l'Amérique hispanique appartient davantage aux nations conquérantes et non à la papauté.

Au cours du siècle suivant, l'Espagne s'emploie à subordonner et à contrôler l'Église. Le 28 juillet 1508, le pape Jules-II signe la bulle *Universalis Ecclesiae*<sup>32</sup>, en vertu de laquelle la couronne espagnole devient responsable de la sélection des missionnaires devant être envoyés dans l'Amérique espagnole, de la collecte des dîmes, d'établir et de fixer les limites des diocèses américains et d'approuver ou refuser l'élection des évêques nommés par la papauté. Les actions qui découlent de la bulle *Universalis Ecclesiae* seront retenues par l'histoire sous le nom de *Patronato regio*. En 1538, Charles Quint – le roi de l'Empire sur lequel le soleil ne se couche jamais –, introduit le *pase regio* dans son règne. Le *Pase regio*, aussi connu sous le nom d'*exéquator*, établit comme principe que « toutes les bulles ou les communications venant de Rome devraient être préalablement approuvées par le Conseil des Indes »<sup>33</sup>. Ces événements démontrent que, pour l'Amérique Latine et Cuba – le cœur de notre recherche –, le projet de conquête et le projet d'évangélisation partent d'un même centre, la couronne espagnole. Dans cette dynamique, l'Église restera subordonnée à l'autorité politique.

## 1.2 Le XIX<sup>e</sup> siècle cubain. Le réveil du nationalisme cubain

La dernière décennie du XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècles, marqueront l'apothéose et la décadence de la colonie cubaine. La croissance économique produite par la plantation

---

<sup>30</sup> Louise Bénat-Tachot et Bernard Lavallé, *L'Amérique de Charles Quint*, Presse universitaire de Bordeaux, 2005, p. 38.

<sup>31</sup> La bulle *Inter caetera* peut être lue sur le site <http://www.mgar.net/docs/caetera.htm> (consulté le 09 mai 2017).

<sup>32</sup> José Uriel Patiño Franco *La iglesia en américa latina: una mirada histórica al proceso evangelizador eclesial en el continente de la esperanza*, Bogotá, San Pablo, 2002, p. 71.

<sup>33</sup> Eliane Talbot, *Pluie de miracles sur le pays des Incas*, Le Havre, Publibook, p. 38.

esclavagiste, l'indépendance des colonies espagnoles du continent ainsi que la naissance des États-Unis, provoquent à Cuba l'éveil de la culture et du nationalisme cubain. Ici, nous constatons une ambivalence. Cuba fait partie de l'Empire espagnol, par conséquent, ceux qui naissent dans l'île et y habitent sont espagnols du point de vue de la nationalité. Néanmoins, leur intérêt de plus en plus grand pour le développement de l'île crée un écart entre les Cubains et les Espagnols nés dans la péninsule ibérique (les péninsulaires). Lorsque ce phénomène devient évident aux yeux de la société cubaine, on assiste à la naissance du Cubain comme être social. Ainsi, les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle et la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle sont marquées par l'essor économique et la recherche d'options politiques pour se débarrasser du contrôle que l'Espagne exerce sur l'île et qui menace son évolution. Du vaste éventail d'options politiques auxquelles les Cubains recourent on en distingue trois : l'annexion aux États-Unis (un pays jeune, mais très dynamique du point de vue économique et libérale du point de vue politique), l'autonomie (obtenir de l'Espagne le consentement pour s'autogouverner sans rompre avec la métropole) et l'indépendance (la séparation d'Espagne pour suivre un chemin similaire à celui des nations latino-américaines)<sup>34</sup>.

De ces trois options, l'autonomie était la plus avantageuse. L'instauration d'un gouvernement autonome permettait l'introduction d'importants changements politiques dans l'administration de l'île, en évitant les pertes et les dégâts provoqués par une guerre d'indépendance, comme c'était le cas d'Haïti et d'autres républiques du continent. Néanmoins, l'indépendance des colonies américaines avait réduit considérablement l'ampleur de l'Empire espagnol, en fait, désormais il ne restait que deux territoires sous contrôle espagnol : Porto Rico et la « toujours fidèle île de Cuba ». Dans de telles conditions, l'Espagne ne sera pas disposée à faire des concessions aux Cubains, l'autonomie pourrait devenir le premier pas vers l'indépendance. Vers la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la colonie cubaine, de pair avec l'Espagne, déperit, le projet d'autonomie est refusé et l'indépendance devient la seule option pour protéger les intérêts des Cubains.

---

<sup>34</sup> Eduardo Torres-Cuevas « De la sociedad esclavista a la revolución independentista », dans Eduardo Torres-Cuevas y Oscar Loyola Vega, *Historia de Cuba, 1492 – 1898, formación y liberación de la nación*, La Habana, Pueblo y educación, 2001, p. 155 – 230.

En 1868, cet ordre est renversé. En effet, cette année marque le début de la première guerre pour l'indépendance de Cuba, conflit qui se prolongea pendant environ dix ans et au terme duquel l'indépendance ne fut pas acquise, puisque l'Espagne reprenait alors le contrôle de la désormais « province d'outre-mer ». Toutefois, ces dix années de guerre dévastatrice avaient ruiné l'infrastructure productive du pays. Dans ces conditions, la reconstruction de la nouvelle province était une entreprise presque impossible<sup>35</sup>. Ni la classe riche cubaine, affaiblie et endettée par la guerre; ni la métropole, très loin d'être ce qu'elle avait été autrefois, n'avaient la capacité de reconstruire l'île. Dans ces conditions, le gouvernement colonial espagnol dut avoir recours à la capacité financière et économique d'autres puissances telles que l'Angleterre, la France, l'Allemagne, les États-Unis<sup>36</sup> et, dans une moindre mesure, l'Italie. Cet échec de la guerre d'indépendance<sup>37</sup> ouvrira les portes au capital étranger, notamment celui provenant des États-Unis qui réaliseront des investissements à grande échelle dans l'île de Cuba. C'est un moment en or pour la puissance du Nord.

À la suite d'une courte période de calme apparent (1878 - 1895), la guerre recommence, maintenant sous la direction du grand patriote et poète José Martí<sup>38</sup>. Ce

---

<sup>35</sup> Selon l'article 89 de la dernière Constitution monarchique espagnole, celle de 1876, « Las provincias de Ultramar serán gobernadas por leyes especiales; pero el Gobierno queda autorizado para aplicar a las mismas, con las modificaciones que juzgue convenientes y dando cuenta a las Cortes, las leyes promulgadas o que se promulguen para la Península. Cuba y Puerto Rico serán representadas en las Cortes del Reino en la forma que determine una ley especial, que podrá ser diversa para cada una de las dos provincias ». Voir Constitution espagnole de 1876 [en ligne] [http://www.congreso.es/portal/page/portal/Congreso/Congreso/Hist\\_Normas/ConstEsp1812\\_1978/Const1876](http://www.congreso.es/portal/page/portal/Congreso/Congreso/Hist_Normas/ConstEsp1812_1978/Const1876) (consulté le 08 janvier 2017).

<sup>36</sup> Para 1895 « eran cuatro las potencias, con representación consular, que disponían de fuertes intereses en la isla: Estados Unidos, Gran Bretaña, Francia y Alemania. Esa situación se remontaba, salvo en el caso alemán, a principios del siglo XIX cuando Cuba con sus azúcares, su café y su tabaco se abrió al comercio mundial, y cuando la metrópoli se reveló incapaz de abastecer el mercado interno de su colonia antillana. De los 96,73 millones de pesos que Cuba gastaba en las importaciones, 55, 23 iban a los cuatro países mencionados. De los 118,40 millones de pesos que significaban las exportaciones cubanas, 101,34 millones de pesos correspondían a compras hechas por esos mismos países. El dominio del comercio estadounidense era abrumador, particularmente, en el sector de las exportaciones cubanas". Paul Estrade, « El delegado y los cónsules: diplomacia y equilibrio. José Martí en el Oriente cubano, abril-mayo de 1895 », dans *Revista Complutense de Historia de América*, Universidad de París VIII, Centro de Historia de las Antillas Hispánicas (HAH), 2003, 29, p. 103-114, [en ligne] <http://revistas.ucm.es/ghi/11328312/articulos/RCHA0303110103A.PDF>

<sup>37</sup> Le processus d'indépendance cubain débute tardivement si on le compare avec le processus d'émancipation du reste de l'Amérique. Il compte trois guerres, deux à grande échelle, la première (1868 - 1878) et la seconde (1895 - 1898). Entre les deux se trouve une guerre trop courte dont la durée ne sera que d'un an et demi. La dernière d'entre elles, dont l'une des caractéristiques fondamentales sera le manque des leaders politiquement cohérents, conduira, à l'aide des États-Unis, à l'établissement de la République.

<sup>38</sup> José Julián Martí Pérez, est un homme politique et écrivain cubain, sur le plan littéraire José Martí est considéré comme l'un des précurseurs du modernisme hispano-américain, sur le plan politique, il est reconnu comme l'un des principaux leaders de l'indépendance cubaine et de la théorie de la « Seconde indépendance latino-américaine ». Né au sein d'une famille d'origine espagnole, depuis sa jeunesse, il se sentit attiré par les idées révolutionnaires. Au moment de l'éclatement de la première révolution indépendantiste (1868), il n'avait que 14 ans. Malgré cela, il y participa de manière indirecte. De ces jours datent ses premiers écrits, *El diablo cojuelo* et *La*

sera la dernière des guerres de libération cubaines et également la dernière guerre du siècle, et du continent. Martí avait vécu une grande partie de sa vie aux États-Unis où il avait préparé la guerre, mais il mourut au combat, l'année même de son retour à Cuba, en 1895. Le coup fut fatal. À partir de ce moment, la Révolution pour l'indépendance ne trouverait plus personne capable d'unifier les forces cubaines, militaires ou politiques. Au cours des années suivantes la révolution continua à perdre d'importants et clairvoyants chefs de guérillas. En 1898, les deux armées en conflit étaient en voie d'épuisement et la fin de la guerre n'était même pas encore envisagée. C'est à ce moment que les États-Unis, semble-t-il, décident d'intervenir à Cuba.

Il s'agit là d'une des questions les plus débattues par les historiens, cubains et étasuniens. Quelles ont été les vraies motivations de l'intervention étasunienne à Cuba en 1898 ? Il n'est pas sans intérêt d'observer que, depuis le début du siècle, les États-Unis avaient manifesté leur intention d'intégrer Cuba à leur grande union<sup>39</sup>. Ils durent attendre jusqu'à la fin du siècle puisque l'occupation ne devint effective qu'en avril 1898. Une tentative désespérée et inhumaine des autorités coloniales de couper les liens entre les combattants créoles et le peuple, principal fournisseur de ressources, les avait conduits à adopter une politique de concentration des paysans dans les villes, décision à laquelle réagirent plusieurs gouvernements, dont celui des États-Unis. Nous pourrions ajouter, entre autres raisons pour expliquer l'intervention américaine, le fait de la détérioration des conditions de vie provoquées par la guerre et le risque de perdre les propriétés de leurs citoyens

Pendant l'occupation, de 1898 à 1902, le gouvernement étasunien se donne la tâche d'envahir, matériellement et spirituellement, la société cubaine. Le capital nord-américain occupe progressivement des positions importantes dans l'économie cubaine, alors que l'arrivée presque massive de diverses dénominations protestantes

---

*Patria Libre* (Le diable boiteux et La Patrie libre), les deux écrits sont, en substance, des critiques du gouvernement du capitaine général Domingo Dulce. À cause de l'édition de ces articles, José Martí fut condamné à six années de travaux forcés dans les chantiers, mais en raison de la détérioration de sa santé, il fut renvoyé en Espagne. Martí avait déjà dix-sept ans. En Espagne, le jeune Martí entreprend des études en droit et en philosophie et lettres à l'université de Zaragoza. Là, il écrit deux de ses ouvrages les plus importants, *La prison politique à Cuba* (1871) et *La République espagnole face à la révolution cubaine* (1874). Ce dernier est une critique de la myopie politique de l'Espagne. L'Espagne d'alors était plongée dans un processus politique menant à l'établissement de la première république. Martí affirme que la nation européenne demandait pour elle-même ce qu'elle avait nié au peuple cubain ; la démocratie. En 1878, Martí revient à Cuba, mais il est découvert et il doit partir pour les États-Unis, pays, où, finalement, il s'installe. Depuis sa résidence étasunienne Martí s'adonna à la tâche de préparer un nouveau processus révolutionnaire à Cuba. En 1892 il fonde le Parti révolutionnaire cubain et le journal *Patria*, devenant le leader de la nouvelle révolution indépendantiste initiée le 24 février 1895.

<sup>39</sup> Voir Ramiro Guerra Sánchez, *En el camino de la independencia*, La Habana, Editorial de Ciencias de Sociales, 1974.



signifie l'offre d'une nouvelle religiosité et spiritualité à un peuple profondément religieux. Dans ce contexte menaçant la nationalité, le gouverneur provisoire s'attela à la tâche de créer les bases légales nécessaires pour mener à bonne fin cette invasion multiforme, soit, militaire, économique, culturelle, religieuse et spirituelle. Le 20 octobre 1898, le gouverneur fit approuver une Constitution provisoire dont le deuxième article stipulait que :

Le peuple a le droit naturel et irrévocable d'adorer Dieu, le Tout-Puissant, en accord avec les désirs de son cœur. Nul ne sera offensé, dérangé ou empêché dans l'exercice de ses croyances religieuses, sauf s'il empêche la pratique religieuse des autres. Toutes les Églises chrétiennes seront protégées, aucune ne sera opprimée, et personne ne sera mis à l'écart des postes publics d'honneur pour des motifs religieux<sup>40</sup>.

Cette très courte Constitution provisoire marquera la fin du monopole du catholicisme sur les âmes cubaines, mettra fin à l'État confessionnel en ouvrant la voie à la laïcisation et assurera aux confessions protestantes l'accès à toutes les régions de l'espace géographique cubain. Cuba laissait derrière elle cinq Constitutions<sup>41</sup> considérant le catholicisme comme la seule religion capable d'unifier les Espagnes, celles du continent et celles d'outre-mer. Ainsi, Cuba entra dans la modernité menée par les États-Unis et en adoptant, par imposition, un modèle républicain similaire à celui de la grande puissance<sup>42</sup>. Cette invasion multiforme fut favorisée par le vide institutionnel créé à la fin de la guerre. En effet le peuple n'avait aucune institution pour la représenter : l'Église catholique, comme nous le verrons par la suite, avait perdu le prestige d'antan et n'était plus une force capable d'incarner les aspirations de la société ; le militaire le plus important de la guerre, d'origine dominicaine, Maximo Gómez, avait été renversé comme chef suprême de l'armée; le Parti révolutionnaire cubain (PRC), fondé par José Martí dans le but d'orienter la révolution, avait été abrogé, et ainsi de suite. En fait, beaucoup de problèmes empêchaient la nécessaire

---

<sup>40</sup> La Constitution provisoire peut être lue dans le site <http://biblio.juridicas.unam.mx/libros/6/2525/13.pdf> (Dernière révision le 5 avril, 2016).

<sup>41</sup> En effet, les constitutions espagnoles de 1812, 1837, 1845, 1869 et 1876 firent du catholicisme la seule religion protégée et soutenue par l'état, ce qui conférait à l'État le caractère confessionnel.

<sup>42</sup> Entre les années 1899 et 1902 le gouvernement des États-Unis, représenté par le gouverneur provisoire Leonard Wood, crée les bases pour l'adoption d'une Constitution en suivant le modèle étasunien. Même si Cuba à l'époque était une nation d'environ un million et demi d'habitants, la conception de l'État resta ainsi ; un congrès, formé par la Chambre de représentants et le Sénat – ils composent d'ensemble l'organe législatif — ; le pouvoir exécutif, formé par le président de la République et les secrétaires et le pouvoir judiciaire.

union des cubains. Mais surtout, il n'y avait pas une seule institution capable de rassembler autour d'elle les classes et les secteurs composant la société.

En 1900, le projet républicain est mis sur pied. Il ne manquait que l'élaboration de la Constitution pour assurer le fondement de l'organisation de l'État, à la suite de quoi, l'État commencerait à fonctionner. Au cours de la même année, le peuple élit 31 délégués, dont certains combattants du siècle passé. Les séances de l'Assemblée constituante s'étendirent entre le 5 novembre 1900 et le 21 février de l'année suivante. L'Assemblée fut le premier lieu où les deux tendances politiques majoritaires, le nationalisme et le libéralisme, se sont confrontés. Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle leurs contradictions s'intensifièrent en polarisant la classe politique cubaine. C'est un débat dont les racines sont économiques mais qui se traduira en une importante rivalité politique. Pendant les séances de l'Assemblée constituante on débattit un projet de loi visant à inclure dans la Charte fondamentale, le système des relations de la nation naissante avec les États-Unis<sup>43</sup>.

Cependant, le gouvernement étasunien ne réussit pas, comme il le fit pour Porto Rico, à inclure l'île de Cuba dans ses limites géopolitiques. À la suite de l'Assemblée constituante, le gouverneur nord-américain convoqua les représentants à une nouvelle réunion afin d'ajouter à la Constitution un amendement la contredisant<sup>44</sup>.

---

<sup>43</sup> La guerre hispano-nord-américaine, aussi connue sous le nom de guerre hispano-américaine, eut trois scénarios : l'archipel cubain, l'île du Porto Rico et l'archipel des Philippines. Dans les trois cas la guerre prend fin avec le traité de Paris de 1898, l'évolution postérieure marquera trois destins différents. Aux Philippines, les États-Unis ne reconnaissent pas la République établie par Emilio Aguinaldo, qui, à son tour, déclara la guerre aux Étasuniens en prolongeant le conflit jusqu'en 1902. À Porto Rico, il n'y a pas eu d'insurrection, lorsque les Étasuniens intervinrent les Portoricains n'étaient pas organisés et ne purent pas faire face aux interventions des Étasuniens. Une fois que l'armée espagnole eut quitté l'île, le drapeau des États-Unis fut hissé. Le cas de Cuba fut le plus compliqué. Là, le nationalisme fut une sorte de rempart empêchant l'annexion aux Étasuniens. Face à l'impossibilité de créer un protectorat ou un état à souveraineté et indépendance limitée, comme ce fut le cas à Porto Rico, les États-Unis dut recourir à des instruments de domination politique et financière. Sur le plan politique, sont de grande importance l'amendement Platt et d'autres traités dans le dessein de limiter la liberté d'action politique de la république. Sur le plan financier, on distingue tout un éventail de traités commerciaux visant à faire des États-Unis le seul marché pour le commerce cubain. Voir Jean-David Avenel, *La guerre hispano-américaine de 1898. La naissance de l'impérialisme américain*, Paris, Économica, 2007, p. 81 – 96.

<sup>44</sup> En 1901, une assemblée constituante réunie à La Havane vota la loi fondamentale de la République, mais un amendement à la loi d'ouverture des crédits militaires fut voté, à une courte majorité, qui prescrivait entre autres : Le gouvernement de Cuba accorde aux États-Unis le droit d'intervenir pour garantir l'indépendance et pour aider le gouvernement à protéger les vies, la propriété et la liberté individuelle. Cet amendement, connu sous le nom de son auteur le sénateur Orville Platt, provoqua des protestations à Cuba mais aussi parmi les libéraux étasuniens. Pourtant, il allait être utilisé à plusieurs reprises. D'ailleurs, l'amendement Platt fut officialisé par la signature d'un traité permanent de 1903 entre le Président Estrada Palma et le consul Squiers. La même année, des accords commerciaux de réciprocité furent signés. Grâce à eux, une bonne part du commerce cubain fut mise entre les mains des étasuniens ». Christine Pic-Gillard, *Révolutions à Cuba, de José Martí à Fidel Castro*, Paris, Ellipses Éditions, 2007, p. 27.

Essentielle pour comprendre l'évolution de la première république sera la Constitution avec laquelle elle naît. Rédigée en 1901 et mise sur pied en 1902, elle a fait l'objet de plusieurs interprétations. Selon le critère d'Hernández Corujo<sup>45</sup>, reproduit par le professeur Fernández Bulté, il ne s'agit que d'une Constitution individualiste, absolument bourgeoise et libérale. Pour d'autres<sup>46</sup>, il s'agit d'une Constitution profondément civiliste, comprenant des aspects tels que la séparation des pouvoirs, la liberté religieuse et la séparation Église-État<sup>47</sup>, le caractère laïc du système d'enseignement désormais dirigé par le gouvernement, parmi d'autres traits exprimant le caractère moderne de la nouvelle république<sup>48</sup>.

### 1.3 Le rideau se lève sur la République

Si l'entrée de Cuba dans l'histoire débute par la colonisation espagnole, sa vie républicaine démarre en 1902, lorsque le gouvernement provisoire étatsunien remet le contrôle du pays au premier président de la république, l'ancien combattant Tomás Estrada-Palma, de confession protestante. Ainsi, Cuba fut la dernière colonie de l'Amérique espagnole à devenir république. Ce fait aura d'importantes conséquences sur tous les plans, voire religieux, sujet central de notre recherche. Les critères d'appréciation de l'histoire cubaine qui s'écoule entre 1902 et 1959 ont divisé, et continuent encore aujourd'hui de diviser, la communauté des historiens<sup>49</sup>. D'un côté il y a des auteurs<sup>50</sup> qui interprètent la République comme une nation qui se voulait

---

<sup>45</sup> Hernández Corujo, cité par Julio Bulté, *Historia del Estado y del derecho en Cuba*, La Habana, Editorial Félix Varela, 2005, p. 197.

<sup>46</sup> Voir Piñera Humberto, *Cuba en su historia, los años republicanos (1902 - 1952)*, La Muralla, 1980; Mario Riera Hernández, *Cuba libre 1895 - 1958*, Colonial Press of Miami, 1968.

<sup>47</sup> Article 26 : la profession de toutes les religions est libre, ainsi que l'exercice de tous les cultes, il n'y aura d'autre limitation que le respect de la morale chrétienne et de l'ordre public. L'Église restera séparée de l'État, qui ne subventionnera aucunement les cultes.

<sup>48</sup> Voir Pichardo Viñals, Hortensia, « Como quedó estructurado el nuevo Estado », dans *Documentos para la Historia de Cuba*, T – II, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1969, p. 74 – 101.

<sup>49</sup> Oscar Zanetti Lecuona, *La Republica, apuntes sobre economía y sociedad*, La Habana, Edición de Ciencias Sociales, 2007, p. 112.

<sup>50</sup> L'arrivée au pouvoir des rebelles d'idées marxistes et l'évolution vers le communisme mondial créèrent les conditions pour l'apparition de bon nombre d'historiens de dernières fournées. Des historiens très peu importants dans la république, à cause de leur orientation politique et de leur pauvreté intellectuelle, s'unirent à d'autres formés dans la nouvelle république d'où ils reçurent une forte influence politico-idéologique, une sorte « d'historien sur demande », certains d'entre eux furent formés en Union Soviétique. De l'autre côté de la ligne de partage resterait le groupe d'historiens formé dans la république antérieure à 1959, provenant la plupart de la bourgeoisie, certes, mais ils avaient déjà démontré une profonde capacité critique, même sur sa propre classe sociale, tel est le cas de Ramiro Guerra. Sanchez, le plus important historien de la période pré-communiste (et nous pensons que l'esprit critique est l'une des plus importantes caractéristiques de toutes les disciplines des sciences sociales, les sciences sociales doivent être toujours critiques). Le repli démocratique caractérisant les premières années de la révolution rendit difficile, sinon impossible, la continuité de leurs travaux. Le passage de toutes les publications et des maisons éditrices aux mains de l'État, ainsi que la nationalisation (nationalisation qui doit être comprise en matière d'appropriation pour garantir le contrôle politico-idéologique) des réseaux d'enseignement, incluant les bibliothèques, retrancha toute possibilité de lecture et d'étude de leurs œuvres. Dans ce groupe on

moderne et s'efforçait de se développer, mais n'échappait pas – tout comme les autres républiques latino-américaines –, au magnétisme financier des capitaux étrangers<sup>51</sup>. Cette attitude causa de grandes difficultés pour le développement d'une démocratie réelle, car les opinions et les conceptions économiques influençaient fortement les décisions politiques. Cependant, il faut considérer que tout petit pays manquant de ressources naturelles vitales cherche nécessairement les échanges commerciaux avec d'autres pays<sup>52</sup>. Il ne s'agit donc d'équilibrer la balance commerciale en s'appuyant sur les importations. Cela peut entraîner des difficultés pour la démocratie, mais rien n'est plus éloigné de la vérité que le fait d'affirmer que ce type de relations a miné le bon déploiement démocratique cubain d'alors.

Selon d'autres auteurs<sup>53</sup>, la république née en 1902, et qu'on a parfois surnommée « la République bourgeoise de 1902 » pour la différencier de la République

---

retient comme les plus importants Emeterio Santovenia, Levi Marrero, Herminio Portell-Vilà, parmi d'autres. Avec leur départ l'historiographie cubaine perdit tout sens critique. À l'extérieur ils ont continué leur production théorique, mais aujourd'hui leurs ouvrages sont exclus des programmes de formation en Sciences sociales, voire en histoire. Par contre, il y a deux historiens dont les ouvrages furent très importants avant et dans la période socialiste. Il s'agit de Emilio Roig de Leuscherling et Manuel Moreno Fraginals. Tous deux eurent toujours une vision et une projection marxiste, cela ajouté à leur excellente manière d'exprimer leurs idées, rendit leurs ouvrages très importants en ce qui concerne l'histoire politique cubaine. Emilio Roig de Leuscherling mourut à Cuba en 1964. Par contre, Manuel Moreno Fraginals, le plus important historien marxiste de la révolution, s'exila aux États-Unis en 1994, pays où il mourut en 2001. Les spéculations autour de sa décision d'abandonner ses liens avec la révolution socialiste, sont multiples. L'un des facteurs à considérer est la censure de la critique, et la quasi impossibilité de produire une histoire sans nuances, toujours justifiant les événements produits au cours de la révolution. Voilà un conflit éthico-scientifique.

<sup>51</sup> L'une des théories plus convenables pour expliquer la situation précaire, tant au niveau social qu'économique et politique, est la théorie de la dépendance, ébauchée par la première fois par Raúl Prebisch. Il est évident que l'histoire de l'Amérique Latine ne peut être déliée de celle de l'Espagne. Le déclin définitif de l'ancienne puissance européenne ouvrit les portes à la présence des puissances émergentes telles les Pays Bas, la France, mais surtout, l'Angleterre et les États-Unis. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ce dernier pays se trouvait en pleine phase de développement, et désiré de propulser comme puissance de premier ordre. Dans la mesure où l'Espagne abandonnait les régions colonisées, pour diverses raisons, soit par les processus indépendantistes secouant le continent entre les années 1906 et 1925, soit par les interventions étatsuniennes dans la région, les nouvelles puissances envahissaient par des nouvelles méthodes le sous-continent. Dorénavant les soldats ne seraient plus les nouveaux envahisseurs, mais le capital. Telles seront les armes fondamentales de la nouvelle conquête, cette nouvelle façon d'envahir un territoire fut connue sous le nom de néocolonialisme. Comme nous l'avons déjà dit l'Angleterre et les États-Unis furent les premiers en s'attirer vers leurs sphères d'influence de vastes régions d'Amérique Latine, en y créant une sorte d'économie qui encourage les exportations en détriment des importations. Le résultat serait la consolidation d'économies tout à fait dépendantes et des systèmes politiques dont les intérêts mieux se correspondaient avec les partenaires commerciaux qu'avec la propre population.

<sup>52</sup> Lors de la Conférence panaméricaine convoquée par les États-Unis en 1889, José Martí, qui sera dans l'histoire cubaine comme l'apôtre national, disait : « Dire union économique équivaut à dire union politique. La nation qui achète, ordonne. La nation qui vend ne fait que servir. Il faut équilibrer le commerce afin d'assurer la liberté. Le peuple qui, en tant que peuple veut mourir ne vend qu'à une seule nation, mais celui qui veut se sauver, en fait à plus d'une. L'influence excessive d'un pays dans le commerce d'un autre devient influence politique [...]. Ni des unions d'Amérique contre l'Europe, ni d'Europe contre l'un des peuples d'Amérique [...]. L'union, avec le monde, et non avec une partie ; non avec une partie contre une autre » José Martí, *Obras Completas*, La Habana Centro de Estudios Martianos, T-VI, p. 160.

<sup>53</sup> Ce courant de pensée a été développé par des auteurs tels que : Julio Le Riverend Brussone, *La República, Dependencia y Revolución*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1971 ; Oscar Pinos Santos, *Historia de Cuba, aspectos fundamentales*, La Habana, Editora de Consejo Nacional de Universidades, La Habana, 1964 ; José Cantón Navarro y Arnaldo Silva León, *Historia de Cuba, Liberación nacional y socialismo, 1959 – 1999*, La Habana, Editorial Pueblo y Educación, 2009.

révolutionnaire, ne fut rien d'autre qu'un grand échec. Ils affirment qu'entre 1902 et 1959, la République demeura, quoique par des voies différentes, sous la tutelle étatsunienne. En fait, l'histoire cubaine est beaucoup plus riche et la capacité de certains pour la comprendre, nous semble plutôt limitée.

Les possibles déformations structurelles de la nation cubaine est une question dont les racines remontent au siècle dernier. La non-solution et l'accumulation de ces problèmes d'autrefois sera la mèche qui enflammera la révolution.

Ainsi, Cuba entra dans le nouveau siècle contrôlé par les États-Unis et sous l'influence de certains pays européens, influence qui n'est pas seulement d'ordre économique, mais également politique, social, culturel, voire religieux. L'arrivée de citoyens provenant de pays majoritairement protestants entraîna la célébration des premiers cultes non-catholiques. La Cuba catholique traversait le seuil de l'uni-confessionnalité tandis que la société s'ouvrait à la multi-confessionnalité. Voilà un phénomène qui nous révèle un autre visage de l'intervention politique des puissances les plus développées de l'époque : la pénétration religieuse. Phénomène qui se reproduira dans d'autres contextes latino-américains, mais jusqu'à présent, il demeure très peu étudié<sup>54</sup>.

Ces événements, décrits sommairement, eurent une influence forte sur l'introduction, l'évolution et la consolidation de nombreux courants de pensée dans le but de dessiner l'itinéraire vers une souveraineté plus solide. Le nationalisme, l'anti-impérialisme et, peu après, le marxisme, créèrent un spectre idéologique riche, dont certains devinrent des axes idéologiques autour desquels plusieurs partis politiques furent structurés. Ces courants, dans lesquels militaient la plupart des historiens qui, en diabolisant la République née en 1902, ne voient rien d'autre qu'une République qui s'occupe seulement des relations avec ses partenaires commerciaux, tandis que les problèmes nationaux restent en arrière-plan; République où le besoin de survivre devient la source de l'accroissement des maux sociaux.

---

<sup>54</sup> La relation entre la pénétration financière nord-américaine et l'arrivée du protestantisme provenant du même pays est un sujet très peu étudié dans le champ des études religieuses latino-américaines. Les auteurs Paula Seiguer, Argentine et Rafael Cepeda, cubain, ont consacré d'importants articles à cette problématique. Pour les deux auteurs, il y a lieu de penser que dans l'arrivée du protestantisme se sont mélangés les intérêts politiques et ecclésiastiques.

Comme nous l'avons vu, la première République débute le 20 mai 1902, dotée d'une Constitution libérale et laïque, façonnée selon la Constitution étasunienne. Tomás Estrada-Palma, le premier président, occupa le poste de 1902 à 1906. En 1905, une année avant la fin de son mandat, Tomás Estrada Palma tenta d'être réélu de manière frauduleuse. Le mécontentement provoqué engendra des mouvements d'agitation populaire et une guerre opposant les diverses positions politiques.

À la suite de ces révoltes, survint la deuxième intervention de l'armée étasunienne<sup>55</sup>. Cette fois-ci, l'intervention eut une durée de trois années, à la suite de laquelle deux gouvernements nationalistes administrèrent le pays, ceux de José Miguel Gómez (1909 - 1913) et de Mario García Menocal (1913 - 1921). Les deux mandats eurent lieu au moment de la montée en puissance des idées nationalistes, marxistes et anti-impérialistes, portées par des courants qui atteignirent même les secteurs populaires du pays. Pour plusieurs historiens, c'est la période du réveil de la conscience nationale<sup>56</sup>. À cette époque, deux associations culturelles, la « Phalange » d'action cubaine et le « Groupe Minorista », virent le jour dans le but d'offrir une défense solide de la culture nationale face à la pénétration culturelle étasunienne. Les anciens combattants, eux aussi, formèrent des associations, mais les institutions les plus importantes de la période surgirent en 1922 et 1925. La première sera la Fédération des étudiants de l'Université de La Havane (FEUH)<sup>57</sup>, assemblée réunissant tous les étudiants et étudiantes de la seule université existant au pays à ce moment-là. La seconde fut le premier Parti communiste de Cuba, institution créée au mois d'août

---

<sup>55</sup> Voir Teresita Yglesias Martínez, *Cuba primera república, segunda ocupación*, la Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1976.

<sup>56</sup> « El fin de la llamada Danza de los millones con la inesperada crisis de 1920 – 1921, que arruinó a una parte importante de la burguesía cubana, casi coincidió con el despertar de significativos movimientos sociales y de la conciencia nacional, que buscaba la igualdad ciudadana y que estaba contra la opresiva dominación extranjera. Expresión de ellos fueron el surgimiento del feminismo expresado primero en la aparición del Partido Nacional Femenino (1921) y después en el primer Congreso nacional de mujeres (1923); la vertebración de los excombatientes de las guerras de independencia, indignados por turbios negocios gubernamentales, en la Asociación de Veteranos y Patriotas (1923 - 1924); el nacimiento entre 1920 y 1925, de la mayor agrupación obrera de la isla, la Confederación Nacional Obrera de Cuba (CNOC); la irrupción de jóvenes intelectuales en la lucha cívica, como Rubén Martínez Villena, puesta de relieve con la denominada Protesta de los Trece (1923) y la aparición de grupos de estudiantes que exigían la autonomía universitaria y constituyeron la Federación de Estudiantes Universitarios (FEU), en 1923 encabezada por Julio Antonio Mella, también fundador, dos años después del Partido Comunista ». Enrique Ayala Mora, (direc.) et Eduardo Posada Carbó (coord.), *Historia general de América Latina VII, Los proyectos nacionales latinoamericanos: sus instrumentos y articulación 1870 – 1930*, Paris, Ediciones Unesco/Editorial Trotta, 2008, p. 422.

<sup>57</sup> Journal *La Discusión*, La Havane, édition du décembre 10, 1922, p. 12.

1925<sup>58</sup>. Après plusieurs tentatives infructueuses, les idées communistes pouvaient finalement se concentrer dans une formation plus ou moins structurée.

C'est à ce moment que l'ancien combattant et général Gerardo Machado y Morales devint président du pays. Machado représentait le courant national-populiste<sup>59</sup>. Son gouvernement peut se diviser en deux périodes, l'une de croissance à tous les niveaux (1925 - 1929), suivie d'une deuxième où les projets de croissance économique échouent de manière scandaleuse<sup>60</sup>. Pendant la première étape, plusieurs secteurs de l'économie furent relancées, entre autres, la limitation de la dépendance des marchés externes et, grâce au surplus économique, l'augmentation du budget social. Quarante-vingt-dix ans se sont écoulés depuis le mandat du président Machado et plusieurs de ses œuvres se maintiennent encore aujourd'hui : la grande voie centrale, seule route reliant toutes les régions du pays ; l'imposant édifice du Capitole, inauguré en 1929, siège du congrès jusqu'à la chute de la république; la modernisation de plusieurs villes et villages, y compris Santa Clara, sa ville natale, et bien d'autres.

En 1929 la grande dépression annula tout projet de développement. Le pays avait avancé, certes, mais la dépendance de l'étranger était alors une réalité trop évidente pour ne pas en tenir compte. Le crash financier de 1929 toucha tous les pays dont les économies priorisaient les exportations au détriment des importations. Cuba, en 1925, était entrée dans la voie du développement intérieur mais, en 1929, lorsque le Mardi noir survint, le pays n'avait pas encore consolidé ce modèle économique<sup>61</sup>.

Dans ce contexte, les idées de gauche, en se nourrissant des contradictions, des inégalités des conflits non-réglés depuis longtemps et des problèmes causés par la dépendance, augmentent son influence au sein de la société, dont la manifestation la plus remarquable sera le réveil du Parti communiste de Cuba<sup>62</sup>. D'autre part, les expressions de rejet et les révoltes contre le président, ainsi que les affrontements entre les policiers et les manifestants, désamorçèrent les intentions de Gerardo Machado d'établir, sous le prétexte d'un changement de la Constitution, un

---

<sup>58</sup> Hortensia Pichardo Viñals, «Fundación del primer Partido comunista de Cuba», dans *Documentos para la Historia de Cuba*, T – III, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1973, p. 299 – 304.

<sup>59</sup> Mario Riera Hernández, *Cuba Libre, Resumen histórico*, Miami, Colonial Press of Miami, 1968, p. 105.

<sup>60</sup> Voir Oscar Zanetti Lecuona, «1929 La crisis mundial y la crisis cubana», dans *La República : notas sobre economía y sociedad*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 2006, p. 51 – 70.

<sup>61</sup> Oscar Zanetti Lecuona, *op. cit.* p. 51 – 70.

<sup>62</sup> L'historiographie cubaine parlera du premier Parti communiste de Cuba créé en 1925, cela pour éviter de le confondre avec celui structuré autour de la figure de Fidel Castro et son frère Raúl Castro en 1965.

prolongement dictatorial du mandat présidentiel. La crise grave qui en surgit alors – 1929 – mit en évidence certains aspects négatifs de la jeune République, entre autres :

- La faiblesse du modèle politico-économique privilégié jusqu'alors et, par conséquent, la nécessité de le changer.
- Le besoin de diversifier les partenaires commerciaux, autrement dit, d'avoir accès à d'autres marchés qu'à celui des États-Unis.
- L'obligation d'éliminer tous les obstacles constitutionnels, politiques et commerciaux qui limitaient l'évolution de la République.

Dans les années postérieures, la société cubaine, dirigée par différents partis politiques<sup>63</sup>, tentera de modifier les conceptions économiques, sociales et politiques erronées ayant guidé la nation jusque-là. Mais, avant tout, le pays doit traverser l'un des pires moments de sa vie républicaine. En 1933, le président Gerardo Machado, poussé par la pression populaire, abandonne le pouvoir. Entre 1933 et 1939 un enchaînement d'évènements malheureux ruine la nation : deux Coups d'État, pour la première fois on constate l'ascension au pouvoir d'éléments provenant de la gauche marxiste<sup>64</sup>, puis la succession de plusieurs présidents dont certains ne conservèrent la présidence que pendant une demi-journée<sup>65</sup>. En résumé, six années de convulsions sociales qui changèrent le cours de l'histoire nationale<sup>66</sup>. C'est à cette même époque qu'entrera en scène un personnage sinistre, Fulgencio Batista, militaire subalterne qui sera mieux connu à partir de 1952, à cause du Coup d'État qui, une fois de plus, plongea le peuple cubain dans l'inconstitutionnalité.

---

<sup>63</sup> Voir Ramón de Armas, Francisco López Segrera et Germán Sánchez Otero, *Los partidos políticos burgueses en Cuba neocolonial, 1899-1952*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1985.

<sup>64</sup> Entre le 4 septembre 1933 et le 15 janvier 1934, Cuba fut administrée par ledit Gouvernement de cent jours. Le président, Ramón Grau San Martín était un politique de centre-droit, son ministre de la marine, de l'intérieur et de la guerre, Antonio Guiteras Holmes, était un homme aux idées socialistes. L'auteur et chercheur Fernando Martínez Heredia expose que Guiteras avait des conceptions marxistes, il sera le premier cubain qui tentera l'établissement d'un système socialiste en tenant compte des caractéristiques propres de la société cubaine. Son opposition au modèle socialiste soviétique fut la raison pour laquelle le Parti communiste ne l'appuya jamais. Voir Fernando Martínez Heredia, *La Revolución del 30. Ensayos*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 2007, p. 38 – 80.

<sup>65</sup> C'était le cas de Manuel Márquez Sterling, qui occupa la présidence de la République pendant environ six heures le 18 janvier 1934.

<sup>66</sup> « La crise capitaliste de 1929 – 1933 ouvrit une nouvelle étape de l'histoire de l'Amérique Latine. Cette grande hécatombe financière, industrielle et commerciale toucha, surtout, tous les pays du continent plus étroitement liés au marché international. Les républiques latino-américaines projetées vers l'exportation, monoproductrices, furent fortement touchées par la contraction du marché. La chute des prix et du volume des exportations traditionnelles, la diminution aiguë de la capacité d'importer et la banqueroute fiscale, secouèrent les fondements d'un ordre socio-économique appuyé sur les privilèges des oligarchies exportatrices » dans Sergio Guerra Villaboy, *Brève histoire de l'Amérique Latine*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 2006, p. 214.



Entre 1937-1938, un nouveau gouvernement prend le pouvoir et le pays revient à la démocratie. Cependant, le retour à la normalité politique exigeait une nouvelle Constitution et la refondation de l'État. La nouvelle Charte fondamentale fut discutée en 1939 et adoptée l'année suivante. Cette Constitution de 1940, l'une des plus progressistes dans le contexte latino-américain<sup>67</sup>, permit à Cuba de retrouver la démocratie constitutionnelle.

Néanmoins, impossible d'oublier la Crise majeure des années 1929-1933 qui affecta sérieusement non seulement la République cubaine, mais aussi tous les pays du sous-continent<sup>68</sup>. L'un de ses effets fut l'appropriation des idées marxistes pour une partie de l'intelligentsia latino-américaine.

L'auteur Adolfo Sánchez Vázquez<sup>69</sup> affirme que le marxisme arriva dans la région au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle. Selon lui, le marxisme qui arrive en Amérique Latine est celui du « Manifeste communiste », du premier tome du « Capital » et de la « Préface à la contribution de la Critique de l'économie politique », textes lus depuis les années '80 du XIX<sup>e</sup> siècle, sous le code de la social-démocratie. Ces mêmes textes seront relus, réinterprétés et commentés à partir des années '20 du XX<sup>e</sup> siècle sous le code léniniste. L'entrée en scène du marxisme soviétique, aussi appelé marxisme-léninisme, fut également stimulée par la III<sup>e</sup> Internationale et par la Conférence des Partis politiques communistes d'Amérique Latine, célébrée à Buenos-Aires, en 1929<sup>70</sup>. Ce Marx offre une conception nouvelle de l'histoire, et de la place qu'y

---

<sup>67</sup> Mary Speck, *Democracy in Cuba, Principles and practices, 1902 – 1952*, dans M. Font (editor), *Cuba Future Historical perspectives, presented at the international symposium "Cuba Futures: Past and Present,"* organized by the The Cuba Project Bildner Center for Western Hemisphere Studies the Graduate Center/CUNY, March 31–April 2, 2011, p. 1 – 27.

<sup>68</sup> Le mécontentement et les manifestations secouèrent presque toute l'Amérique Latine : dans des pays comme l'Argentine et l'Uruguay l'oligarchie tentait de se maintenir au pouvoir en renforçant la répression. Dans d'autres pays, comme à Cuba, au Pérou et dans les républiques d'Amérique centrale, le rétablissement de l'ordre social fut procuré à l'aide de l'armée et en introduisant des réformes. De l'autre côté, les soulèvements populaires et les révoltes paysannes furent inévitables dans les deux cas. On peut citer, comme exemple, le soulèvement des travailleurs salvadoriens sous la direction de Farabundo Martí; l'expérience de l'établissement par le colonel Marmaduke Grove de l'éphémère république socialiste de Chili (4 juin - 13 septembre 1932). Au Nicaragua, les victoires du mouvement de libération contre l'occupation étasunienne dirigée par Augusto César Sandino, le soulèvement communiste de l'Alliance nationale libératrice du Brésil dirigée par Luis Carlos Prestes ; tous ces événements en constituent, eux aussi, de bons exemples. Dans ce contexte, il faut également évoquer les mouvements de tendances fascistes tels que la Phalange nationale du Chili et la Phalange socialiste bolivienne, des mouvements apparus en Amérique comme expression de la Guerre civile espagnole. L'historien cubain, Sergio Guerra Villaboy nomme cette période « des révolutions frustrées ». Voir Sergio Guerra Villaboy, *Breve historia de América Latina*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2006, p. 214 – 223.

<sup>69</sup> Adolfo Sánchez Vázquez, « El marxismo en América Latina », dans revue *Dialéctica, Marxismo y cultura política en la crisis actual*, número especial, Año XIII, no 19, Julio de 1988, 1 – 20.

<sup>70</sup> *Ibidem*.

occupent tant les pays modernes, capitalistes, que les autres moins avancés. Les axes théoriques d'une telle conception sont :<sup>71</sup>

- Il existe une histoire universelle depuis le moment où la bourgeoisie créa le marché mondial.
- Le développement historique universel, lié à l'expansion mondiale du capitalisme, possède un caractère progressif, non seulement à cause de la forte augmentation de forces productives, mais parce qu'il crée les bases matérielles d'une société supérieure et qu'avec elle, émerge le prolétariat comme son propre fossoyeur.
- Le développement progressif du capitalisme aboutit, inévitablement, à la subordination des peuples non-occidentaux, colonisés, dont l'incorporation au progrès historique relève, en dernier ressort, du processus d'expansion capitaliste.
- Bien que le capitalisme prépare les conditions matérielles pour le développement du socialisme, celui-ci n'advient que par l'action du prolétariat devenu sujet central et exclusif du changement révolutionnaire.
- L'émancipation des peuples ne surgira que par l'action du prolétariat des métropoles, comme axe de la révolution mondiale. Le marxisme est un courant de pensée impliquant plus d'éléments que ceux exposés ci-dessus, dont beaucoup sont sujets à questionnement.

Cependant, il est évident que le marxisme remet en question l'ordre existant et que son appel à rompre l'immobilisme des masses et les modèles politico-économiques traditionnels en fait toute une nouveauté. Dans le contexte chaotique des années '30, ces doctrines semblaient être les meilleures pour expliquer la situation continentale et offrir les méthodes les plus adéquates pour transformer la réalité du sous-continent. Des partis politiques communistes surgissent partout en Amérique, y compris à Cuba, en 1925<sup>72</sup>. L'accueil du marxisme par certains secteurs sociaux d'Amérique Latine, tout comme son évolution postérieure, constituent une réalité à ne

---

<sup>71</sup> *Ibidem.*

<sup>72</sup> « La révolution bolchévique trouva des partisans et propagandistes en plusieurs journaux et revues de gauche ou progressistes et, même, dans la propre presse anarchiste. Dans ces journaux apparurent des décrets et documents soviétiques de Lénine et d'autres leaders russes. Même des personnalités révolutionnaires comme le leader agraire Emiliano Zapata, le penseur socialiste argentin José Ingenieros ou le dirigeant de l'anarchie Ricardo Flores Magón, saluèrent les événements survenus en Russie. Dans certains pays latino-américains où il y avait déjà des regroupements socialistes, comme c'est le cas du Mexique, ces groupes politiques se divisèrent ou se radicalisèrent entre 1918 et 1920, des partisans de Lénine surgirent d'autres qui s'alignèrent à la III<sup>e</sup> internationale. Une deuxième étape (1928 - 1930) se développa plus ou moins de manière similaire, bien que dans d'autres contextes historico-mondial, en Colombie, au Pérou et en Équateur. Dans d'autres pays du continent, par contre, comme au Brésil, au Paraguay et dans les Républiques de l'Amérique Central, l'apparition des partis communistes fut le résultat de la radicalisation de petits groupes d'ouvriers et d'intellectuels provenant de l'anarchie. D'autres formes de création, entre l'un et l'autre groupe, adoptèrent les premiers partis marxistes-léninistes de Cuba (1925), de Bolivie (1928), du Panama (1930), du Venezuela (1931), de Porto Rico (1933) et d'Haïti (1934), des pays où ils furent le fruit de l'union des dirigeants ouvriers révolutionnaires et des intellectuels de gauche, un processus stimulé par la présence active des représentants de la III<sup>e</sup> Internationale. On compte des personnalités latino-américaines remarquables dans ce processus furent Luis Emilio Recabarren, dans le cône sud, José Carlos Mariátegui au Pérou et Julio Antonio Mella, à Cuba et au Mexique. » Sergio Guerra Vilaboy, *Breve historia de América Latina*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 2006, p. 208.

pas sous-estimer si nous cherchons à comprendre la trajectoire de la théologie dans la région.

La période s'étendant de 1940 à 1952 sera caractérisée par un progrès indéniable, auquel contribua puissamment la Seconde Guerre mondiale, déclarée le 1<sup>er</sup> septembre 1939. Cuba a été l'une des premières nations à déclarer la guerre au fascisme international mais, dans la pratique, la participation cubaine se limita à l'aide économique. La vente de produits de première nécessité aux participants directs dans le conflit fit prospérer l'économie cubaine.

La Seconde Guerre mondiale terminée en 1945 a modifié d'une certaine façon l'ordre établi. Cuba ne fit pas l'exception. Sur le plan interne, le pays atteint une relative industrialisation. Mais plus important encore, cette stabilité n'était plus axée sur l'augmentation de la production sucrière (qui avait favorisé le renforcement de la monoproduction), mais sur la diversification industrielle. C'était un grand pas : les importations diminuèrent mais la balance commerciale devint positive. Il est sûr que la fin de la deuxième conflagration mondiale produisit une diminution du flux commercial mais le standard de vie des Cubains se trouvait alors parmi les plus élevés d'Amérique-Latine. La République, régénérée par une nouvelle Constitution et par l'essor d'un développement endogène, avançait sur la voie d'un capitalisme durable.<sup>73</sup>

L'arrêt de la guerre ne garantit pas la paix, la réalité est beaucoup plus complexe. Les tensions entre les puissances se prolongèrent au-delà de la réunion de Yalta, de la chute de Berlin et de la capitulation du Japon. Les hostilités prirent une nouvelle forme : la « guerre froide ». Voilà un concept porteur de nombreuses définitions et impliquant plus d'une structure de la société, une réalité essentielle pour notre recherche. Il faut nous y arrêter pour mieux la comprendre. L'analyse des concepts exposés par de nombreux auteurs parmi lesquels Eric Hobsbawm<sup>74</sup>, Ronald Powasky<sup>75</sup>, J. González<sup>76</sup> et Joaquín Prats<sup>77</sup>, rend perceptible le traitement préférentiel accordé aux questions nucléaires, politiques et économiques, laissant trop souvent à l'arrière-

---

<sup>73</sup> Joan del Alcázar Garrido et Sergio López Rivero, *De compañero a contrarrevolucionario*, Valencia, Universita de Valencia, 2009, p. 34. Voir aussi Navarro Vega, Armando, *Cuba el socialismo y sus éxodos*, Biblioteca del congreso de los Estados Unidos, 2013, p. 457.

<sup>74</sup> Eric Hobsbawm, *Historia del Siglo XX*, Buenos Aires, Editorial, Crítica, 1998, p. 229-233.

<sup>75</sup> Ronald Powaski, *La Guerra Fría, Estados Unidos y la Unión Soviética, 1917-1991*, Barcelona Editorial, Crítica, 2000, p. 9.

<sup>76</sup> J. González, *Historia del mundo contemporáneo*, Barcelona, Editorial Edebe, 2001, p. 235.

<sup>77</sup> Joaquín Prats, *Historia del Mundo Contemporáneo*, Barcelona, Editorial Anaya, 2002, p. 303.

plan la dimension idéologique. Cela ne signifie pas qu'on ne tienne pas compte de cet aspect si important mais que l'analyse du rôle de l'idéologie dans la guerre froide se mêle aux analyses d'autres éléments. Au fond, les idéologies se transformèrent en autant de tranchées au fond desquelles les grandes puissances et leurs satellites se cachaient.

Pendant la deuxième post-guerre, l'idéologie marxiste provenant, cette fois, de l'Union Soviétique, se répandit de manière étonnante, semant l'inquiétude chez les puissances occidentales. L'arme préférée de l'URSS fut l'utilisation des partis politiques de gauche : une gauche faible, désidéologisée et, d'ailleurs, désorientée. Une gauche dont l'objectif le plus important était de se débarrasser de la domination du capital étranger mais sans proposer un système alternatif efficace. Comme nous l'avons déjà exprimé, l'histoire des partis d'orientation marxiste ne commence pas avec le deuxième après-guerre, mais, à partir de ce moment, motivé par l'influence croissante de la puissance communiste et, grâce à un mécanisme de propagande très efficace, il entrera dans une nouvelle phase.

Cuba ne fit pas l'exception. En 1940, les communistes retournent à la vie politique avec des stratégies différentes et sous une nouvelle dénomination ; le Parti Socialiste Populaire (PSP). À ce moment-là et grâce à une bizarre alliance avec le dictateur Fulgencio Batista, colonel-chef de l'armée, le Parti communiste eut l'opportunité d'entrer au gouvernement<sup>78</sup>. Dorénavant, il ne sera plus un parti clandestin. Ses droits politiques seront garantis jusqu'au coup d'État de 1952.

Nonobstant, même si le PSP développa son activité dans des conditions similaires aux autres groupes politiques, le courant marxiste ne fut jamais bien accueilli par le peuple. L'une des causes en fut sûrement sa projection antidémocratique et son discours antireligieux prôné de façon agressive dans un pays profondément religieux.

---

<sup>78</sup> À cet égard, l'auteur Nicolas Graizeau exprime que « Cette même alliance est examinée en détail par Jean Ortiz, qui en souligne le caractère problématique au regard des objectifs stratégiques proclamés du Parti communiste. J. Ortiz montre bien qu'en raison de la tutelle soviétique et l'influence déterminante de l'Internationale communiste, le parti communiste cubain n'a cessé de changer de ligne, oscillant entre une attitude sectaire vis-à-vis de toutes les autres forces politiques et un frontiste qui l'a poussé à s'allier à Batista, tout en manquant des occasions de se joindre à une large coalition des forces nationalistes et réformistes ». Voir Nicolas Graizeau, « Genèse, exégèse et pratique de la Constitution de 1940 », dans James Cohen et Françoise Moulin (directeurs) *Cuba sous le régime de la Constitution de 1940 : politique, pensée critique, littérature*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 18.

Le grand essor du communisme latino-américain rapprocha certaines nations du risque de tomber dans la sphère d'influence soviétique. Contre ce risque, les forces politiques se mobilisent et, entre 1945 et 1948, apparaissent les premiers remparts contre l'influence communiste : l'Acte de Chapultepec (1945), le Traité interaméricain d'assistance réciproque (1947) et, comme corollaire, la création, en 1948, de l'OEA (Organisation des États américains). En plus, de nombreux coups d'État vont ébranler les pays de l'Amérique du sud, tout au long des années '50 et '60<sup>79</sup>.

À Cuba, la vie de la République rétablie évolue sans contretemps jusqu'en 1952, moment où la société sera l'objet d'une nouvelle convulsion politique. Le 10 mai, Cuba, elle aussi, était ébranlée par un coup d'État. L'agitation politique touchera presque toutes les structures sociales : l'économie, la politique, l'idéologie, la culture, la religion. La dissolution des pouvoirs garantissant la démocratie, la suppression même de la Constitution, l'interdiction de l'exercice politique des partis et des citoyens, la restauration de la peine de mort pour des motifs politiques, et d'autres mesures visant à consolider la dictature<sup>80</sup>, ne laissèrent ouverte qu'une seule voie pour rétablir la constitutionnalité et la démocratie : la lutte armée.

Pendant l'année 1952 les partis politiques traditionnels tentèrent de renverser le régime, mais la dictature démontra son blindage anti-démocratique. Au cours des années suivantes, les actions armées et l'agitation des masses ouvrent la voie au

---

<sup>79</sup> « Entre 1952 et 1955 la Guerre froide allait constituer une nouvelle opportunité pour les dictateurs. D'une part, l'alternance dictature/démocratie se soldait par une réaction autoritaire, à la faveur des coups d'États installant en Argentine Eduardo Leonardi (en 1955), en Colombie le général Gustavo Rojas Pinilla (1953), en Guatemala le colonel Carlos Castillo (1954), en Haïti le colonel Paul Magloire, au Pérou le général Manuel Odría (1948) et au Venezuela le général Carlos Delgado (1948). D'autre part, la continuité autocratique caractérisait Cuba (Fulgencio Batista en 1952), le Honduras (Jorge Lozano en 1954), le Nicaragua (Anastasio Somoza en 1950) et le Salvador (avec un conseil de gouvernement en 1948), à l'occasion du coup d'État, le Paraguay (Alfredo Stroessner en 1948) et la République Dominicaine (Rafael Trujillo en 1951), à la faveur des élections ». Marques-Pereira Bérengère et David Goribay, *La politique en Amérique Latine, Histoire, institutions et citoyenneté*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 67.

<sup>80</sup> « Arrivé une nouvelle fois au pouvoir, Batista révoque la Constitution de 1940 et suspend la plupart des principes de liberté politique, y compris le droit de grève. Il s'est ensuite aligné avec les riches propriétaires qui possédaient les plus grandes plantations de sucre, ce qui causa une stagnation de l'économie cubaine, en creusant aussi un profond écart entre les Cubains riches et pauvres. Son gouvernement devenu de plus en plus corrompu et répressif, Batista commence à profiter de l'exploitation systématique des intérêts commerciaux de Cuba, négociant de relations lucratives avec la mafia américaine, qui contrôlait la drogue, le jeu d'hasard, les entreprises de prostitution à La Havane, et avec de grandes sociétés multinationales américaines qui avaient investi des sommes considérables à Cuba. Pour réprimer le mécontentement toujours croissant parmi la population – apparent dans les émeutes et les manifestations d'étudiants – Batista établit sa poigne sur Cuba en censurant les médias, utilisant la police secrète anti-communiste pour mener une violence à grande échelle, y compris la torture et les exécutions publiques. Ces exécutions ont causé la mort à environ 20 000 personnes. Depuis plusieurs années jusqu'en 1959, le gouvernement de Batista a reçu l'appui logistique, financier et militaire des États-Unis ». Weiner Marthon, *Dictateurs du Tiers monde*, Vol.- I, Lulu, 2011, p. 30.

rétablissement de la constitutionalité républicaine. Ils sont nombreux, les groupements qui s'engagent dans la lutte : le « Directoire révolutionnaire », le « Groupement révolutionnaire oriental » et le « Mouvement » qui devint le « Mouvement 26 juillet (M-26-7) », après l'assaut à la caserne Moncada. Entre 1957 et 1958, les divers groupes qui combattaient la dictature initient un processus d'unification pour consolider la lutte, unification axée sur l'action, ce qui permet de conserver leur autonomie. Une réalité qui attire l'attention est le fait que le PSP (la nouvelle dénomination prise par le parti d'orientation marxiste dans les années '40) se maintint toujours en marge de l'ouragan de la guerre. On peut l'attribuer au désaccord avec le leader du Mouvement 26 juillet, le jeune avocat Fidel Castro, dont ils dénoncèrent à plusieurs reprises<sup>81</sup>, les stratégies de lutte développées par les rebelles. Si, pendant l'époque démocratique, le marxisme n'occupa jamais un espace important dans la mentalité des masses, maintenant, en pleine lutte pour le retour de l'ordre constitutionnel, il est considéré comme une option politique sans avenir.

La nuit du 31 décembre, après presque six années de lutte, le dictateur Fulgencio Batista, conscient de son incapacité à faire pencher la balance de la victoire de son côté, quitta le pays pour s'installer en République Dominicaine, chez le dictateur Rafael Leonidas Trujillo. Le champ était libre pour la prise du pouvoir par les rebelles, le 1<sup>er</sup> janvier 1959. La République avait traversé de nombreuses étapes dans la cadre du capitalisme libéral : étapes de croissance économique et sociale alternant avec des périodes de paralysie; dictatures, convulsions sociales, révolutions ratées, etc. Changer à tout prix cette trajectoire chaotique devint l'urgence prioritaire du nouveau gouvernement révolutionnaire. La victoire des rebelles ne pouvait être une fin en soi, mais le point de départ d'une longue course qui dure encore. De même, le triomphe du « Mouvement 26 juillet », paradoxalement, ouvrait la porte du pouvoir

---

<sup>81</sup> « Après le coup militaire de Batista (1952), le PSP dénonce énergiquement le caractère réactionnaire et pro-américain du putsch, mais le parti n'a pas été interdit et son journal quotidien (*Hoy*) continue à paraître, ce qui a peut-être eu des conséquences sur la politique. Le PSP ne mène pas d'actions violentes contre le régime de Batista, et il dénonce l'assaut au Moncada du 26 juillet 1953 comme une initiative putschiste, aventuriers, désespérée, caractéristique d'une petite bourgeoisie sans principes et compromise avec le gangstérisme. Cela n'empêche nullement Batista de déclencher, après le 26 juillet 1953, une brutale répression anticommuniste et de mettre hors la loi le P.S.P. La préoccupation du P.S.P. de ne pas être confondu avec les aventuristes se retrouve encore dans les pages de la revue du parti *Fundamentos*, en juin 1957 (six mois après le débarquement à Cuba des combattants du Mouvements du 26 juillet, sous la direction de Fidel) : *Il est important de réaffirmer [...] qu'aujourd'hui comme hier, nous rejetons et condamnons et continuerons à rejeter et à condamner les méthodes terroristes et putschistes, comme inefficaces, nuisibles et contraires à l'intérêt du peuple* ». Michael Lowy, *Le marxisme en Amérique Latine, de 1909 à nos jours, anthologie*, Paris, François Maspero, 1980, p. 46.

aux communistes en élevant les idées marxistes à la catégorie d'idées directrices dans la construction de la nouvelle société.

Suite à l'analyse des étapes fondamentales de l'histoire générale cubaine, nous examinerons dans le chapitre qui suit comment l'Église catholique qui est à Cuba traverse toutes les étapes de l'Histoire nationale cubaine, et cela dans une perspective critique. De même nous mettrons en évidence la contribution du catholicisme cubain à chaque étape de l'évolution de la nationalité et de la nation cubaines.

## **Conclusion**

L'histoire de la nation cubaine présente des caractéristiques communes au reste de l'histoire des nations latino-américaines. L'île est découverte à la fin du XV<sup>e</sup> siècle et colonisée au cours de la première moitié du siècle suivant par les européens, notamment des espagnols, de qui l'île hérite tant des aspects positifs que négatifs. Parmi les aspects négatifs on pourrait mentionner la faiblesse économique – exprimée à travers la monoproduction et la monoexportation — et la tendance à faire de l'agriculture la base de l'économie, au détriment de l'industrialisation. Du point de vue politique, on pourrait mentionner la pauvre culture démocratique, fruit des siècles de monarchie absolue, transmise au peuple. Mais il existe aussi un côté positif. De l'Espagne, l'Amérique Latine et Cuba reçurent la spiritualité chrétienne, la Bible, la religion de Christ. L'Espagne a été pour l'Amérique Latine et pour Cuba une sorte de matrice culturelle.

Mais, il y a aussi certains facteurs qui séparent les histoires latino-américaine et cubaine. Si pour l'Amérique Latine l'étape coloniale se termine au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, pour Cuba cette étape se prolonge jusqu'en 1898. L'indépendance des nations latino-américaines est le fruit de la conjonction entre l'invasion napoléonienne de la péninsule ibérique et la naissance de la nationalité – faible, mais réelle — à l'intérieur des vice-royautés et des capitaineries générales espagnoles. À Cuba, l'indépendance se produit grâce à la conjonction entre la naissance de la nationalité et l'intervention étasunienne, survenue en 1898. Cette date n'est pas un hasard. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Espagne est une puissance tout à fait affaiblie. Elle a perdu la plus grande partie de son empire colonial et la régression de grand royaume impérial à nation à frontières continentales a commencé. Par contre,

les États-Unis est une puissance en pleine expansion qui tente de s'attirer les territoires dégagés par les anciens empires coloniaux. Tel est le cas de Cuba et de Porto Rico dans les Caraïbes, et les Philippines au Sud-Est asiatique. Ainsi, Cuba s'insère dans le concert des nations en 1902. À partir de ce moment, Cuba fait partie des intérêts géostratégiques des États-Unis dans la région, et cela non à cause de ses ressources naturelles, mais de sa position privilégiée comme « clé des Antilles »<sup>82</sup>.

L'histoire de Cuba républicaine est l'histoire d'une nation qui cherche à dépasser les problèmes hérités de la colonie et à se développer par la voie du capitalisme démocratique. Au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, alterneront à Cuba des moments de croissance économique et de stabilité politique avec d'autres d'agitation politique et de rupture démocratique. Les années 30 et 50 en sont deux exemples. Dans ces deux moments de l'histoire cubaine les crises économiques déstabilisèrent la politique intérieure, conduisant le pays à la rupture constitutionnelle par coup d'État. Dans les années 30, le retour à la démocratie fut le résultat de la rédaction et l'adoption d'une nouvelle constitution. Par contre, la crise politique des années 50 écarta toute possibilité de dialogue avec le peuple en laissant la révolution armée comme seule voie pour récupérer la démocratie. C'est dans ce contexte que le jeune avocat Fidel Castro, membre du parti orthodoxe, en s'attirant une partie importante des jeunes de l'époque, organise un mouvement révolutionnaire armée – le Mouvement 26 juillet – afin de retourner à la démocratie. La première nuit de l'année 1959 – après six ans de lutte armée – les révolutionnaires dirigés par Fidel Castro prennent le pouvoir et s'ouvre pour Cuba une nouvelle ère. L'année 1959 devient, pour l'histoire cubaine, la grande frontière qui sépare deux époques, la première République – bourgeoise, capitaliste et libérale, mais démocratique – de l'époque révolutionnaire, caractérisée par l'adoption du marxisme orthodoxe, dans sa version russe, pour la reconstruction de la nation cubaine.

---

<sup>82</sup> Voir Rahma Jerad, *Les États-Unis et Cuba au XIX<sup>e</sup> siècle, Esclavage, abolition et rivalités internationales*, Rennes, Presse universitaires de Rennes, 2014.